

Directeur :  
**Antoine TURMO**  
 Adresse : VI<sup>e</sup> Union  
 Régionale C. N. T.  
 Bourse du Travail  
 Place Saint-Sernin  
**TOULOUSE (H.-G.)**  
 ★  
**ABONNEMENT**  
 Annuel . . . . . 20,00 F  
 Semestriel . . . . . 10,40 F

# ESPOIR

**A.I.T.**  
**C.N.T.**

HEBDOMADAIRE ♦ ORGANE DE LA VI<sup>e</sup> UNION RÉGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 80

14 JUILLET 1963

Prix : 0,40 F

## Éditorial

### LA FARCE DE L'AMNISTIE FRANQUISTE

**R**ANGCO a voulu donner une leçon à notre guide national. Et il a décrété une amnistie. Nous en apprenons les données sommaires à la lecture des journaux français. Il faut en chercher le détail dans la teneur du décret.

Et plus encore dans l'adaptation de la lettre à la réalité. Nous verrons là, une fois encore, le franquisme se jouer de tous ceux qui, tombés sous la coupe de ses lois répressives, peuvent fonder quelque espoir sur les dispositions légales qui veulent pallier à la brutalité et à l'excès des peines.

On voit, par exemple, toutes les peines de trente ans, commutation en général d'une peine de mort, échapper aux bénéficiaires de la présente amnistie... Cela expliquera l'exclusion d'un bon nombre de condamnés, au bagne depuis de très nombreuses années, de toute diminution de peine. De plus, si l'amnistie réduit de moitié la peine des condamnés à deux années d'incarcération, ceux qui sont condamnés à des peines plus importantes ne voient leurs peines réduites que de un sixième.

De cette amnistie pourront, seuls, en être bénéficiés ceux qui auront été condamnés pour des futilités sans aucun caractère politique. En fait, ceux que des Conseils de guerre ont condamnés à des peines graves ne seront en aucun cas bénéficiaires, ou, s'ils le sont, ce sera à un degré tellement ridicule que l'amnistie se révélera pour eux inexistante : par le système de « rédemption par le travail », ils ont de meilleurs avantages.

Pourtant, cela s'inscrit aussi dans le cadre des mesures destinées à donner le change et à convaincre de la « libéralisation » du régime. Cela permettra à la presse espagnole — sous dictat, comme dans tout Etat totalitaire — de faire campagne en faveur de l'O.A.S., invitant le général de Gaulle à prendre comme exemple la « clémence » du Caudillo.

Cela servira aussi pour dire, encore une fois, que le régime, pour le vingt-septième anniversaire de la « Cruzada », manifeste son désir de « pacifier » les esprits, soit accordant la liberté, soit diminuant la peine de ceux qui expient encore le « crime » d'avoir luté pour que le peuple espagnol devienne à nouveau libre.

Les hommes « éclairés » du système, les scribes qui sont payés pour chanter les louanges de Franco, profiteront de l'aubaine pour effacer le goût amer que l'assassinat de Grimau, condamné à mort et fusillé pour des faits vieux de plus d'un quart de siècle, laisse. Tel l'illustre monarchiste Peman qui, malgré sa condition de membre du Conseil privé de Don Juan, se croit autorisé à fustiger le catholique. Maura parce que celui-ci a osé s'indigner contre l'exécution de Grimau.

Il y aura aussi des journaux anglais, américains, belges, italiens, français peut-être qui ne manqueront pas de s'extasier quant à cette mesure d'amnistie, la présentant comme la preuve évidente de ce que la situation en Espagne s'améliore, soulignant et en exagérant la portée.

Cela ne changera rien aux faits. Et aucune réponse ne sera apportée aux questions posées à l'Espagne dans le cadre de l'O.I.T., par certaines organisations internationales, sur la liberté syndicale; questions auxquelles l'Espagne ne répond pas ou fait des réponses tellement à côté que même les froids et stricts fonctionnaires qui « administrent » questions et réponses se trouvent désemparés.

Qu'en Espagne un homme puisse être condamné à douze ou vingt ans de prison parce qu'il a tenté d'organiser un syndicat ou de reconstituer un groupement ouvrier ou politique, voilà un fait auquel toutes les comédies d'amnistie du franquisme ne pourront rien changer.

Et ces hommes, condamnés pour « crimes » qui n'en sont pas dans les pays libres et civilisés, ne bénéficieront presque pas de cette grotesque amnistie... Un vulgaire petit voleur, un banal délinquant, pourront voir leur peine diminuée. Mais des hommes tels que Sanchez Ruano, Moreno Biedma, Jorge Conill, et tant d'autres, qui sont tombés pour le « crime » de lutter contre un régime totalitaire qui fait de l'Espagne actuelle un vivant anachronisme, ne bénéficieront en rien de la « clémence » du Caudillo.

Comme n'en a pas bénéficié le poète Vega Alvarez, qui croupit depuis vingt-cinq ans — et peut-être plus — dans les bagnes franquistes.

Heureux encore, ceux qui ne finissent pas devant le peloton d'exécution, comme Grimau, ou jetés par une fenêtre, comme le jeune écrivain Moreno Barranco.

C'est cela l'Espagne de Franco. C'est cela dont le monde tolère l'existence.

### LES SURVIVANTS DE L'AGRESSION NAZIE nous mettent en garde contre le retour de celle-ci

« Enseignez-nous, à nous qui sommes nés dans la liberté, de ne pas la considérer comme due... Montrez-nous, par votre constante vigilance, là où le nazisme relève sa tête brutale dans nos communautés... Inspirez-nous par votre confiance en l'homme, dans notre affrontement de l'avenir, la résolution et la fermeté, et la croyance

dans les idéaux de la fraternité humaine... Et enfin, conduisez-nous tous, Juifs et Gentils, hommes de couleur ou hommes blancs, vers une société d'hommes libres dont la devise soit : « Combien il est bon et doux pour des frères, de vivre ensemble ».

C'étaient là les paroles inspirées qu'a prononcées, hier, le rabbin

Il semble que MM. Mao Tsé-toung et Nikita Khrouchtchev, géants du bloc communiste, n'aient pas de tête-à-tête avant longtemps, si même l'événement se produit jamais. La Chine populaire recherche depuis l'été dernier une conférence au sommet pour réparer les brèches du mur communiste. Mais il ne semble pas que le moment soit encore opportun.

Ni M. Mao Tsé-toung ni M. Khrouchtchev n'indiquent la moindre intention de modifier leurs positions respectives à l'égard du conflit qui les oppose à fond sur les points suivants : divergences d'interprétation doctrinale, d'intérêts nationaux, enfin, et très important, le titisme et le rôle de la Yougoslavie.

Au début d'avril, M. Mao Tsé-toung invite M. Khrouchtchev à lui rendre visite à Pékin en se rendant au Cambodge. Le président du Conseil d'U.R.S.S. décline l'invitation, en expliquant qu'il n'avait nullement l'intention d'aller au Cambodge, et que la mission sera plutôt confiée au président de l'U.R.S.S., M. Léonide Brejnev.

Puis M. Khrouchtchev renvoie la balle à Pékin en proposant que M. Mao Tsé-toung vienne à Moscou ou lui envoie des délégués en vue d'entretiens préliminaires, vers le 15 mai. Le bruit court à Moscou que le ministre soviétique préfère le second terme de l'alternative. Depuis, aucune réponse de Pékin ne paraît.

#### LA QUERELLE DU TITISME

Deux événements qui suivent de près l'invitation de Moscou semblent rendre invraisemblable que les deux chefs soient d'humeur à composer promptement leur différend. Premièrement, la Yougoslavie offre à l'Inde quantité d'armes utiles pour la guerre de montagne. Ce geste ne peut qu'aliéner la Chine populaire d'avantage.

Ensuite, la « Pravda », journal du parti communiste soviétique, modifie ses salutations du 1er mai à la Yougoslavie pour les conformer aux messages analogues qu'elle adresse à tous les autres Etats communistes. Cette faveur spéciale est aussi profondément blessante aux yeux de la Chine populaire, adversaire du titisme.

D'après certaines informations de Chine, la campagne de propagande contre M. Khrouchtchev, qui avait été interrompue à l'époque de l'invitation de M. Mao Tsé-toung, reprend maintenant. La confusion s'aggrave de la ru-

Morris Halpern, de la congrégation Beth Ora de la ville de Stants des camps de concentration et de l'oppression nazie, assemblée qui eut lieu dans la salle de la Légion Canadienne.

Le président, M. Lou Zablow,

(Suite en page 2.)

## MOSCOU - PÉKIN

### Comment une Agence de presse américaine (Presse associée) voit le différend qui divise les "deux grands" du communisme

meur d'après laquelle M. Khrouchtchev se retirerait bientôt du gouvernement.

Mais si les chances de conférence des deux grands chefs communistes semblent très minces, personne n'envisage la rupture des relations diplomatiques.

#### LE CONFLIT DOCTRINAL

Voici en résumé les principaux sujets de litige entre la Chine populaire et l'U.R.S.S. Il y a un conflit de principe sur l'interprétation du marxisme-léninisme. Les communistes chinois accusent M. Khrouchtchev d'être un « néo-révisionniste », c'est-à-dire de rejeter le postulat que la guerre entre communisme et capitalisme est inévitable. M. Khrouchtchev soutient qu'il est possible d'éviter la grande guerre à « l'impérialisme » parce que les impérialistes n'oseraient la déclarer, tant que le bloc communiste est puissant. Il reproche aux camarades chinois leur « dogmatisme », leur interprétation trop littérale des écrits de Marx et de Lénine.

#### LA DIVERSITE DES REVOLUTIONS

Le différend porte ensuite sur l'extension de la révolution et concerne la Yougoslavie. Les théoriciens chinois exposent que les révolutions éclatent selon la condition particulière des Etats intéressés; ils rappellent, par exemple, que leur révolution s'est fondée sur les paysans, alors que d'après la théorie classique elle devait se fonder sur le prolétariat urbain. Les théoriciens russes aussi reconnaissent que les conditions particulières influent sur la marche des révolutions, mais citent la Yougoslavie en exemple.

#### LES INTERETS NATIONAUX

Les intérêts nationaux opposent également Pékin et Moscou. Par exemple Pékin est mécontent que M. Khrouchtchev ait publiquement blâmé, dès 1959, l'agression chinoise contre l'Inde, et ait répété sa condamnation cette année. Il désapprouve aussi l'U.R.

S.S. de vendre des chasseurs « Mig » de modèle récent à l'Inde.

A propos de Cuba, M. Mao Tsé-toung accuse M. Khrouchtchev de « sottise aventurière », parce que ce dernier a essayé d'installer des missiles nucléaires sans garantie de succès, et de « capitulationnisme » parce que l'U.R.S.S. a replié son armement sous la menace des Etats-Unis. Il prétend que ce repli constitue un « second Munich », et que l'U.R.S.S. devait se cramponner à ses positions, une fois les missiles installés.

M. Khrouchtchev réplique que l'U.R.S.S., par son comportement dans la crise cubaine, a épargné la guerre nucléaire au monde, défendu le communisme et Castro.

#### LA QUERELLE D'HEGEMONIE

L'hégémonie du communisme est aussi en jeu. M. Mao Tsé-toung considère M. Khrouchtchev comme un parvenu sans formation doctrinale. Tandis que M. Mao Tsé-toung jouit de l'appui des communistes asiatiques, sauf ceux de l'Inde, M. Khrouchtchev dispose de la puissance du bloc communiste d'Europe. Les communistes des Etats économiquement arriérés restent divisés. D'autre part, l'influence de la Chine populaire grandit.

Cette dernière reproche à l'U.R.S.S. de léiner sur l'aide qu'elle lui apporte, tandis que Moscou subventionne largement l'Inde et l'Egypte dont les gouvernements sont hostiles au communisme. La Chine populaire estime donc que de ce chef aussi l'U.R.S.S. retarde la révolution mondiale.

L'U.R.S.S. ne souhaite nullement affronter une Chine puissante à sa frontière. En outre, elle accorde une aide économique, dans son intérêt national, pour favoriser son emprise plutôt que celle du communisme international. Dans sa lutte pour l'hégémonie, l'U.R.S.S. ne veut pas de rivaux, même communistes.

Si donc les géants du communisme finissent par se réunir, ils auront fort à débattre.

LE 21 JUILLET 1963 — PALAIS DES SPORTS  
 PLACE DUPUY — TOULOUSE  
 A 9 HEURES PRECISES

## GRAND MEETING

DE PROPAGANDE SYNDICALE POUR LA LIBERTE  
 DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMES

Organisé par la VI<sup>e</sup> Union Régionale de la C.N.T.F.  
 (Section Française de l'A.I.T.)

ORATEURS :

Yves PEYRAUT  
 André RESPAUT

Federica MONTSENY, pour la A.I.T.  
 Présidence : VI<sup>e</sup> Union Régionale

Nous invitons cordialement tous les affiliés à la C.N.T. française et espagnole et tous les antifascistes, amis de la liberté et de la justice, à venir nombreux à cet acte.

TOUS A TOULOUSE AU MEETING DU 21 JUILLET!



# COMMENTAIRES

*Dia tras dia*

## Estampa de la España franquista

Excmo. Ayuntamiento de Jerez de la Frontera

CONSERVATORIO DE MUSICA Y ARTE FLAMENCO  
CATEDRA DE FLAMENCOLOGIA

**P**ARA que nuestros lectores no puedan acusarnos de mentira o exageración, hemos decidido hacer un cliché con el membrete de un documento emanado del Conservatorio de Música y Arte Flamenco, dependiente del Ayuntamiento de Jerez de la Frontera, en el que aparece, con caracteres bien visibles, esta estampa asignatura: CATEDRA DE FLAMENCOLOGIA.

Puede ser que en muchas universidades de España no haya cátedras de historia universal, de filosofía, de sociología, de psicología o de muchas otras ciencias; puede ser que esas cátedras, donde las haya, vivan existencia lánguida, con pocos alumnos y éstos aburridos por las lecciones de profesores que cuidan muy mucho de conformar sus enseñanzas a lo que son instrucciones generales del ministerio del ramo y de las autoridades eclesiásticas, que guardan con el mismo el íntimo contacto comprensible en un Estado teocrático, católico, apostólico y romano, como es el Estado español.

Pero lo que sin duda no debe tener ninguna otra ciudad del orbe, es esta extraordinaria cátedra de flamencología, que crea un precedente único en la historia docente de los países de habla española.

Por lo visto, el ayuntamiento de Jerez la ha creado y la sostiene, como honra y prez de su Conservatorio de Música y arte flamenco. ¿Cómo no! Si el conocer demasiado es peligroso y puede producir quebrantos, en cambio el arte flamenco es una sabiduría de repoco y con la que no hay riesgos inútiles... Si el jerezano Manuel Moreno Barranco no se hubiese embarrancado en otros berregales y se hubiese limitado a aprender o a enseñar el «cañe jondo», no hubiera sido necesario despenar por una ventana de la cárcel...

Pensamos, al mirar y remirar esta imagen gráfica de lo que es la España franquista, en lo que de ello pensarían los campesinos jerezanos que promovieron la famosa insurrección social, conocida con el nombre de Revolución campesina de Jerez, con la de Benevento las dos primeras que enarbolaron la bandera del comunismo libertario. Pienso en los manes del jerezano Sánchez Rosa y de tantos, y de tantos hijos de Jerez que no sabían cantar flamenco.

Pero es que esta cátedra es todo un símbolo. Es la imagen misma de lo que ha hecho el franquismo en la España moderna. A los Atenes, los Centros de Estudios Sociales, las Escuelas, los ensayos de teatro social como el de «La Barraca», de García Lorca, hoy sustituyeron las Cátedras de flamencología. Y a aquellos que se rasgan las vestiduras, acusándonos a los exilados y a los antifascistas de «propagar y de entretener la leyenda de la España negra», cabrá pedirles cuentas por la leyenda de la España de panderetas, de toros y cante flamenco que ellos están entreteniendo, para uso de turistas y de españoles atrasados, mental y socialmente hablando.

Sin duda, esta España habrá hecho las delicias de Mr. Stevenson, aficionado a la manzanilla y a las «bailaoras»; del señor Nixon y de todos los señores americanos, ingleses y alemanes a los que se les hace visitar los cortijos andaluces, las casetas de la Feria, la calle de las Sierras, los patios sevillanos... y la CATEDRA de FLAMENCOLOGIA del Excelentísimo Ayuntamiento de Jerez de la Frontera. Deben irse encantados... Tan encantados como marcharian de Estados Unidos los turistas a los que se obsequiase con visitas a las academias de Rock and roll... o de Londres aquellos a los que se hiciesen conocer las delicias prohibidas vistas a través de los espejos sin fondo de las alcobas en que mostraban sus proezas eróticas los familiares del Dr. Ward... entre los que se han contado miembros de la real familia inglesa.

Sólo que los ayuntamientos de Nueva York o de Londres, de Chicago o de Edimburgo, no se dedican a crear cátedras en que todo eso sea enseñado al público.

Diréis que el flamenco es un arte, que no puede compararse ni con el Rock ni con las contorsiones de Miss Keeler y sus amigas. Sin duda. Pero de reconocerle categoría artística, tradición andaluza, casticismo, valor para la exportación, a hacer de ello una ciencia y una asignatura, media un abismo.

Que no hubiera franqueado jamás la España que nosotros dejamos en pie al abandonarla, forzados por el triunfo del fascismo... Ha sido preciso que sobre ella pasara la barbarie y el envilecimiento de los que se han aplicado a vaciarla de sustancia, a embrutecerla, a degradarla, a retrotraerla a un pasado anacrónico, para que hechos parecidos fuesen posibles.

Franco y sus hordas han sido para España peor que el caballo de Atila; peor que la invasión de los bárbaros; peor que el paso de los mongoles a través de la Gran Muralla de China.

Han sido la apisonadora moral, que, después de aplastar, de sangrar, esparcir a los cuatro vientos la savia viva de un pueblo, se han dedicado a desvirilizarlo, a amargarlo, a hacer de una raza de hombres enteros, una legión de eunucos.

¿Qué pena, qué rabia y qué vergüenza!

Federica MONTSINY

## El «desasnamiento»

Decir que hay que «desasnar» a España, no tiene el menor carácter peyorativo para el conjunto de ciudadanos de nuestro país. Es una afirmación que surge espontáneamente, cuando se considera la situación española, cuando se piensa en el coto cerrado creado por la censura gubernamental y eclesiástica y siempre que uno de nosotros tiene la posibilidad de conversar con jóvenes venidos del interior o el suficiente humor para leer los diarios y otras publicaciones que se ofrecen a las masas a título informativo. Justo es señalar que este concepto no es de aplicación general, aunque sea triste constatar que son pocos los que entran en la regla de lo que se da por llamar «desasnamiento».

Recuerdo mis tiempos jóvenes y la variedad de medios educativos y culturales de que disponíamos, sin vernos limitados por la imposibilidad de escoger nuestras lecturas o de trazar nuestro camino. La Iglesia no podía decidir lo que mejor nos convenía, el Estado no se atrevía a imponer lo que debía ser del conocimiento general con la desverguenza y la impunidad que hoy es de rigor en España, y aún que existiera la censura y se discutieran con regularidad nuestros derechos, conseguíamos leer, saber y apreciar lo que mejor satisfacía nuestros deseos, tanto si se trataba de cuestiones educativas y culturales, como si nuestras aspiraciones concernían aspectos político-sociales estrechamente ligados a las situaciones que se vivían en nuestro país. Sabíamos del exterior, leíamos a los grandes clásicos y pensadores y podíamos seguir con detalle los acontecimientos de todo orden que se desarrollaban más allá de las fronteras y con este conjunto de conocimientos, nos formábamos una modesta personalidad que nos permitía llegar con un importante bagaje a la edad adulta e intervenir decididamente en las luchas político-sociales que caracterizaban a la colectividad obrera española.

¿Qué ha sido de todo esto? ¿Qué ha hecho el franquismo de las nuevas generaciones? ¿Cómo se comportan o reaccionan los llamados a asegurar el porvenir? No me ajustaría a la verdad si dijera que el pueblo es un valor negativo, ya que por escasos que sean sus posibilidades o conocimientos, en un momento dado de su historia, siempre se muestra capaz de reaccionar positivamente dando un rotundo mentis a quienes suponían haberlo reducido a la nada. Pero tampoco estaría en lo cierto, si pretendiera que a las jóvenes generaciones les anima el mismo espíritu, deseos y aspiraciones que nosotros sentimos en los años anteriores a 1939, porque es evidente que los veinticinco años de régimen franquista han deformado la mentalidad de las gentes o, como mínimo, impedido que las masas se educaran ateniéndose a conceptos y enseñanzas que responderían a sus verdaderos intereses.

Las nuevas generaciones españolas leen el «T.B.O.», las novelas baratas de detectives y de espías, las aventuras maravillosas de los «cow-boys», las publicaciones de la serie negra y las absurdas historias de amor que se editan con profusión. Compran el periódico para estar «al tanto» de los aspectos deportivos (y ya es muy in-

teligente el que no pierdan el tiempo con lo demás) y se acomodan con este conjunto completamente vacío de contenido, que les es ofrecido después de haberlo sometido a la censura eclesiástica y gubernamental. Los jóvenes estudiosos que concurren a las bibliotecas públicas o privadas, sólo encuentran en ellas lo que no está prohibido, es decir, lo que responde a la línea del régimen y quienes siguieron y siguen estudios, desde el nivel primario al superior, «gozan» del beneficio de una enseñanza que tiende a transformarles en nulidad, en la medida que se ajusta a programas docentes preparados a la imagen de quienes son detentores del poder.

¿Cuáles son las preocupaciones de la mayoría de jóvenes y de adultos que se han formado con el régimen actual? El fútbol y sus quinielas, los toros y cualquier otra clase de distracción que no les obliga a pensar, partiendo del principio de que la «política» es cosa que escapa a su competencia, y que en cualquiera de los casos hay que admitir las cosas como son, sin forzar un destino que se les presenta como definitivamente trazado. En realidad, esta actitud pasiva no supone ni mucho menos que se esté de acuerdo con el régimen, y hasta se puede afirmar que el repudio es prácticamente general — me refiero naturalmente a la clase trabajadora —, pero lo que por desgracia se constata es que no se pone visiblemente de manifiesto el sentimiento de protesta que en el fondo comparten la mayoría de productores y un número cada día más importante de ciudadanos que pertenecen a otras capas de la población. Sin olvidar los últimos movimientos reivindicativos y valorándose como se debe, es posible afirmar que si el régimen persiste y prosiguió su camino sin que haya de enfrentarse con los problemas que le crearía un conjunto verdaderamente consciente de sus derechos y de su fuerza, la razón la encontraríamos en el «quien calla otorga», consecuencia lógica de la falta de for-

mación en que se debate nuestro pueblo.

Sea cual fuera el porvenir inmediato de nuestro país, es evidente que se impondrá la necesidad de transformar la mentalidad de las masas, abriéndoles y ofreciéndoles todas las posibilidades de que están privadas desde hace un cuarto de siglo. Será preciso hacerles comprender que pueden ser determinantes y que en todos los órdenes de la vida cultural, económica, político-social, etc., han de esforzarse por conocer lo que durante estos últimos veinticinco años no tuvieron a su alcance, hasta conseguir que se interesen por lo que es positivo y que responde a un cúmulo de aspiraciones hoy adormecidas, pero que surgirán arrolladoras tan pronto como la masa se imponga de su personalidad y tome conciencia de sus obligaciones.

Desde este instante y durante todo el tiempo que sea preciso, ha de hacerse lo indispensable para que el «T.B.O.», las novelas baratas, las publicaciones de la serie negra, el fútbol y los toros, vayan perdiendo el terreno que han ganado, para cederlo a otras actividades de mayor alcance cultural y educativo. Será necesario esforzarse para que la juventud española se interese por las lecturas sanas e instructivas, para que se le dé una enseñanza racional y provechosa y para que el ciudadano que contemplemos en un mañana próximo, sea capaz de afrontar con decisión los problemas de la vida, defendiendo con un máximo de conocimientos sus intereses y su porvenir, en el seno de una comunidad que haya superado la vergüenza que representa para España el cuarto de siglo de obscurantismo que pesa sobre ella como losa de plomo.

Es a esta acción — y repito que el nombre no tiene carácter peyorativo — que yo llamo «desasnamiento». Cuanto más pronto se consiga cubrir con éxito, mayores serán las posibilidades de contemplar el verdadero renacer español.

A. TARRAGO.

Paris, julio de 1963.

## ZANZIBAR...

(Suite de la page 8.)

grés dans les écoles et les mosquées. Lors que je débarquai dans l'île, Zanzibar ressemblait à une ville en état de siège avec ses patrouilles blindées, ses chevaux de frise et ses barbelés bloquant les artères principales et son couvre-feu à six heures du soir.

Les sanglantes élections de juin 1961 avaient pourtant eu un résultat. Elles avaient donné l'avantage au parti nationaliste et au parti de Pemba coalisés. Un Conseil de gouvernement avait pu être formé et le cheik Ali Mushin, auquel j'ai été rendre visite au siège de son parti, me déclarait péremptoirement que l'année 1961 ne se passerait pas sans que Zanzibar obtint son indépendance.

Le cheik Ali Mushin et les autres chefs zanzibaris étaient alors invités à se rendre à Londres pour y discuter de l'avenir de leur pays. La conférence eut lieu en mars 1962. Elle se solda par un échec, les représentants des partis n'ayant pu s'entendre sur une question paraissant secondaire mais qui, en fait, était essentielle : le découpage des circonscriptions électorales.

Le parti nationaliste soutenait une délimitation favorable aux villes où son influence est prépondérante, le parti Afro-Shiraz s'efforçant de son côté d'avantager les campagnes où il recrute la plupart de ses adhérents.

Un accord avait pu néanmoins être réalisé sur le système de gouvernement à instituer dès que Zanzibar recevrait son autonomie interne. Toutes décisions concernant les élections étant renvoyées sine die, cet accord perdait tout intérêt pour l'instant.

Zanzibar une fois de plus voyait éloigner ses chances d'obtenir

l'indépendance à brève échéance, et peu de progrès ont été réalisés en ce sens depuis un an.

A défaut d'entente entre les partis, un commissaire britannique a été désigné en juin 1962 afin de proposer une solution au problème du découpage électoral.

Ses recommandations ont été rendues publiques trois mois plus tard et il semble qu'elles aient été finalement acceptées par les partis. Il appartient maintenant au Conseil de gouvernement de fixer une date pour les élections. Dans sa déclaration du 10 mars dernier, M. Duncan Sandys a dit qu'il semblait douteux que le peuple de Zanzibar puisse être consulté sur son avenir avant le mois de septembre.

### LE PORT DE MOMBASSA

Le seul résultat de la visite du ministre britannique est sans doute la décision prise à propos de la bande côtière du Kenya dépendant nominale du sultanat. Le sultan de Zanzibar a en effet accepté, après de longues discussions, que cette bande côtière, d'une profondeur de 10 miles, cédée à bail à la Grande-Bretagne à la fin du XIXe siècle contre une indemnité annuelle, resterait sous contrôle du futur Kenya indépendant.

La bande côtière comprend, on le sait, le port de Mombassa, poumon du Kenya, et l'on voit mal comment ce pays pourrait s'en passer.

L'arrangement conclu entre le sultan et le ministre britannique des Colonies ne manquera pas de constituer un nouveau grief des habitants de Zanzibar à l'égard de la Grande-Bretagne, accusée de différer par tous les moyens l'indépendance de leur pays.

## Les survivants de l'agression nazie...

(Suite de la page 1)

avait d'abord rappelé la nécessité d'une législation anti-nazie.

A cette assemblée, qui s'est terminée, comme c'est d'usage depuis quelques années, par un défilé jusqu'au cénopathe du square Dominion, défilé commençant par des survivants en blouses de prisonniers de camp de concentration, assistait outre des représentants de divers groupes ethniques de la métropole, le major général F.J. Fleury, CBE, ED, CD, général commandant la région militaire du Québec, à qui fut remise, au cénopathe, une plaqueette souve-

nir, en hommage à la participation de l'Armée canadienne dans la libération du peuple juif et en particulier, des camps de concentration.

Le conseiller Gerald Charness a transmis les salutations du maire Jean Drapeau, et souligné que cette commémoration n'intéressait pas seulement la communauté juive de Montréal, mais tous les citoyens, de quelque origine ethnique qu'ils fussent.

### TOUS VICTIMES DES NAZIS

« Les nazis n'ont pas tué que des Juifs. Bien que le peuple juif

ait été ainsi, la première victime du nazisme, il n'y a pas un seul Canadien, dans la ville de Montréal, qui n'ait aussi perdu un parent, un ami, ou une connaissance dans la lutte contre l'idéologie naziste.

M. Charness a aussi exprimé le vœu que le département de l'immigration qui veille avec raison, à fermer les portes du Canada aux communistes soit plus attentif à ne pas admettre, ici, des immigrants anciens nazis, nazis, ou sympathisants des nazis, « qui y apportent leur diabolique tradition ».